L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLITT, MAGNE & CIE.

No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN $12
De TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 } *payable d'avance.*

NOUVELLE-ORLEANS:

MERCREDI MATIN, 8 JUILLET 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.

WILLIAM H. HARRISON
DE OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Baton-Rouge.
3me. *District*—LEUFROY BARRAS, de la Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CANDIDATS POUR LE CONGRÈS:

Premier Dist. Congressionnel—L'hon. EDW. D. WHITE.
Second " " THOS. GIBBS MORGAN.
Troisième " " JOHN MOORE.

TICKET LIBERAL
DE LA REFORME.

REPRESENTANT AU CONGRES :
E. D. WHITE.

LEGISLATURE D'ETAT.
WM. DEBUYS,
GLENDY BURKE,
W. C. C. CLAIBORNE,
G. BEDFORD,
L. L. FERRIERE,
A. W. PICHOT,
CHRISTIAN ROSELIUS.

☞ Nous voici au dernier jour des élections. Que tous ceux d'entre les Electeurs Whigs qui n'ont pas encore voté, ne perdent pas de tems ; qu'ils se hâtent de se rendre aux polls et de déposer leur ticket.

WHIGS, UN DERNIER EFFORT.

Whigs, un dernier effort et la victoire est à nous. Ne nous reposons pas sur une espérance; que la confiance dans le succès ne nous endorme pas; veillons tous jusqu'au dernier moment! Qu'aucun de ceux qui veulent le triomphe de W. H. Harrison et de la Reforme, ne néglige de donner son vote; que personne n'oublie l'important devoir qu'il est appelé à accomplir, à ce prix seulement nous obtiendrons un triomphe digne des heureux auspices sous lesquels les élections se sont ouvertes!

LES ELECTIONS.

Ainsi que nous l'avions prévu, les loco-focos se sont ralliés durant la seconde journée des élections, et ils se sont présentés hier en masse aux Polls. Il est donc de la dernière importance pour les whigs de redoubler d'ardeur afin de ne pas laisser prendre à nos adversaires un avantage qu'ils ne devraient qu'à notre négligence. Que nos amis politiques qui n'ont pas encore rempli leur devoir d'électeurs, se hâtent donc et qu'ils aillent, en déposant leur ticket, assurer à la bonne cause une importante majorité; il ne faut pas seulement triompher, il faut triompher glorieusement.

Le nombre des votes reçus durant la seconde journée s'élève pour la première Municipalité à 497, ainsi en y ajoutant ceux d'hier, le nombre total jusqu'à ce moment s'élève à 941. Dans la seconde Municipalité, 470 nouveaux votes ont été déposés; les deux jours donnent donc 924. Dans cette partie de la ville un avantage marqué reste aux whigs; il est plus difficile d'apprécier le résultat obtenu dans la première Municipalité; mais il faut surtout on a pu remarquer les efforts des loco-focos pour contrebalancer la majorité whig que nous avions signalée. Aux Polls donc, électeurs, aux Polls! Que la première Municipalité rivalise avec la seconde pour assurer le triomphe de la réforme!

WHIGS ATTENTION!!

Les rôles d'assessement étant très imparfaits et les noms de plusieurs personnes y étant été omis, les électeurs whigs doivent, avant de se présenter aux Polls, se munir de leur dernier reçu des taxes afin d'éviter tout retard.

Dans le cas où quelques personnes éprouveraient des difficultés à voter par suite d'erreur commise dans les rôles d'assessment ou par défaut de formalité, elles peuvent s'adresser à l'office du comité whig, bâtisse Musson, No. 8 près de la Bourse des Négociants, où il leur sera donné tous les renseignemens nécessaires.

AUX GRANDS MAUX LES GRANDS REMEDES.

La lettre suivante que nous nous empressons de soumettre à nos lecteurs, jusqu'à l'évidence que la peur a plongé dans le camp ennemi. L'administration voit que le peuple l'abandonne malgré ses efforts, malgré ses calomnies, malgré l'influence de son armée permanente de fonctionnaires, malgré la prodigalité avec laquelle elle distribue l'argent du peuple; aussi a-t-elle recours à ces moyens extrêmes qui peuvent ou la sauver ou précipiter sa ruine: quand le malade est abandonné des médecins on appèle les empiriques, parce qu'on ne craint plus de tuer celui qui est déjà mort.

Cette démarche du général Jackson ne pourra impose, même à ses meilleurs amis, qu'un sentiment de pitié pour lui; mais elle doit inspirer un sentiment de mépris et d'indignation pour ceux qui ont obligé le vieux héros à se mêler encore, malgré ses ans, aux querelles des partis pour essayer de soutenir une administration corruptive et anti-nationale.

"HERMITAGE, 23 juin 1840.

" A l'éditeur du Nashville Union.

"Je vois par les lettres qui me parviennent de bien côtés qu'on cherche à faire croire que le chef de l'administration actuelle ne possède plus toute ma confiance et qu'il est nécessaire de détromper ceux qui pourraient ajouter foi à ces bruits. Dans ce but veuillez insérer la note suivante qui pourra être considérée comme une réponse aux lettres que j'ai reçues à ce sujet.

"Quel que soit le motif, qu'on ait eu, ou sur quelque autorité qu'on s'appuie pour avancer que mon opinion a changé sur les mesures principales de l'administration actuelle, on est dans l'erreur. Le temps et la réflexion n'ont laissé aucun doute dans mon esprit sur la sagesse et l'importance de ces mesures et particulièrement sur celle qui a trait à faire exister par pays notre agence fiscale pour le gouvernement, indépendante des Banques. Et l'habileté que M. Van Buren a manifestée en montrant l'influence de cette grande question, ainsi que celle de ses antagonistes, sur les institutions du pays, et la fermeté qu'il a déployée en adhérant aux vrais intérêts du peuple pendant qu'il était sollicité de les abandonner, lui donnent droit dans mon opinion à un rang nullement inférieur à celui de Jefferson, ou de Madison, comme patriote et comme homme d'Etat.

" Avec de telles opinions sur le chef actuel de l'administration et des mesures auxquelles il a donné sa sanction, opinions que je n'ai jamais manqué d'exprimer chaque fois que l'occasion s'en est présentée, il est surprenant qu'on ait pu penser que ma confiance en lui était diminuée et que j'étais indifférent au choix qui doit être fait à la prochaine élection entre lui et le général Harrison. Considérant cet dernier comme le représentant des principes fédéralistes dans la lutte actuelle et sachant qu'il n'a jamais été identifié avec le parti républicain dans aucun des grands combats qui ont été livrés aux influences de nature à ôter le pouvoir du peuple et des Etats pour le donner au gouvernement général, il serait ridicule de croire que je pourrai un moment donner mon appui à un tel homme.

" Relativement à ce qui a été dit dernièrement dans plusieurs journaux " que je différais d'avec plusieurs de mes amis politiques dans l'appréciation du mérite militaire du général Harrison, je ne crois pas avoir rien dit qui puisse autoriser cette supposition. N'ayant jamais m'arrêté à apprécier le mérite militaire du général, je me suis contenté de reconnaître le commandant d'une armée, je n'ai parlé que de ses connaissances politiques dans ce que j'ai dit du peu d'importance à ses prétentions à la présidence et aux considérations qui m'entraînent de sa nomination.

Je suis &c.

ANDREW JACKSON.

" *A l'éditeur du Nashville Union.*

" Je vois par les lettres qui me parviennent de bien côtés qu'on cherche à faire croire que le chef de l'administration actuelle ne possède plus toute ma confiance et qu'il est nécessaire de détromper ceux qui pourraient ajouter foi à ces bruits. Dans ce but veuillez insérer la note suivante qui pourra être considérée comme une réponse aux lettres que j'ai reçues à ce sujet.

" Quel que soit le motif, qu'on ait eu, ou sur quelque autorité qu'on s'appuie pour avancer que mon opinion a changé sur les mesures principales de l'administration actuelle, on est dans l'erreur. Le temps et la réflexion n'ont laissé aucun doute dans mon esprit sur la sagesse et l'importance de ces mesures et particulièrement sur celle qui a trait à faire exister par pays notre agence fiscale pour le gouvernement, indépendante des Banques. Et l'habileté que M. Van Buren a manifestée en montrant l'influence de cette grande question, ainsi que celle de ses antagonistes, sur les institutions du pays, et la fermeté qu'il a déployée en adhérant aux vrais intérêts du peuple pendant qu'il était sollicité de les abandonner, lui donnent droit dans mon opinion à un rang nullement inférieur à celui de Jefferson, ou de Madison, comme patriote et comme homme d'Etat.

" Avec de telles opinions sur le chef actuel de l'administration et des mesures auxquelles il a donné sa sanction, opinions que je n'ai jamais manqué d'exprimer chaque fois que l'occasion s'en est présentée, il est surprenant qu'on ait pu penser que ma confiance en lui était diminuée et que j'étais indifférent au choix qui doit être fait à la prochaine élection entre lui et le général Harrison. Considérant cet dernier comme le représentant des principes fédéralistes dans la lutte actuelle et sachant qu'il n'a jamais été identifié avec le parti républicain dans aucun des grands combats qui ont été livrés aux influences de nature à ôter le pouvoir du peuple et des Etats pour le donner au gouvernement général, il serait ridicule de croire que je pourrai un moment donner mon appui à un tel homme.

" Relativement à ce qui a été dit dernièrement dans plusieurs journaux " que je différais d'avec plusieurs de mes amis politiques dans l'appréciation du mérite militaire du général Harrison, je ne crois pas avoir rien dit qui puisse autoriser cette supposition. N'ayant jamais m'arrêté à apprécier le mérite militaire du général, je me suis contenté de reconnaître le commandant d'une armée, je n'ai parlé que de ses connaissances politiques dans ce que j'ai dit du peu d'importance à ses prétentions à la présidence et aux considérations qui m'entraînent de sa nomination.

Je suis &c.

ANDREW JACKSON.

" On se trompe si l'on croit que le vieux Vin Barsac de ces paysans. Mais il est [illegible] votre administration pousser le [illegible] jusqu'à enlever ce vieux héros de la Nouvelle-Orléans [illegible] pour [illegible] ses calomnies [illegible]

Il n'est que trop évident que le général Jackson est le jouet de son parti; car quel est le journal de l'opposition qui a jamais avancé qu'il est membre du parti de l'opposition, qui est jamais dit que lui, général Jackson, désapprouvait l'administration actuelle? Or, ces lettres où on nous affirme qu'on paraît bien courait dans le public, ne sont elles pas autant de pièges qu'on a tendus à sa bonne foi pour l'amener à faire une déclaration publique? Et que peut-on penser de cette déclaration elle même où tous les faits avancés sont contraires à l'histoire du pays, à la notoriété publique, et même aux certaines pièces à son opinion antérieure?

DE LA REFORME DES LOCO FOCOS.

Les torys sont arrivés au pouvoir. Il y a donc lieu avec le mot REFORME écrit en grosses lettres sur leurs bannières; voudraient-ils nous dire maintenant quelles réformes ils ont opérées?

Il y a douze ans le pays était heureux et prospère, il est maintenant en proie à la misère et à la banqueroute. Est-ce là la REFORME dont ils voulaient parler?

Il y a douze ans, nous avions le meilleur système de circulation qui fut au monde; maintenant nous n'avons pas, à proprement parler, de système de circulation, nous n'avons que du papier monnaie pendant plus ou moins: ce qui paralyse la confiance et les affaires. Est-ce là la REFORME que les loco focos avaient en vue?

Il y a douze ans le nombre des banques locales n'excédait pas 300, et toutes payaient en espèces; maintenant il y en a 900, et presque toutes sont en suspension. Serait-ce par hasard la REFORME telle que l'entendent les loco focos?

Il y a douze ans, les dépenses publiques n'excédaient pas trèize millions; maintenant elles dépassent trente sept millions. Est-ce pas là une admirable REFORME?

Il y a douze ans les fonds du gouvernement étaient en sécurité dans les caves de la banque Nationale; maintenant ils sont livrés à la rapacité des Swartwout. Est-ce là la REFORME des vanocrates?

S'agit-il de la réforme des banques d'Etat par les législatures d'Etat? Voyez quelles admirables REFORMES des vanocrates ont opérées dans l'Etat du Mississipi, où ils ont toujours gouverné en maîtres; le papier de ses banques y est maintenant de 36 à 37 pour cent d'escompte. Voilà sans nul doute l'expression de la REFORME telle que l'entendent les loco focos.

En présence de ces faits, y aurait il encore quelqu'un d'assez crédule pour se laisser prendre au mot insidieux de REFORME, prononcé par les loco focos?

A PROPOS DES TRAITES PROTESTÉES.

Le Courrier revient encore sur la question des traites du gouvernement protestées faute de paiement, et il a raison; quand on a une si bonne cause à soutenir on ne saurait assez prolonger les discussions.

1° Une traite de $10,000, " tirée par le département de la trésorerie le 18 juin sur Denis Prieur, collecteur des douanes de la Nouvelle-Orléans, à l'ordre de G. W. Hughs a été protestée faute de paiement le 3 juillet, par Wm. Christy, notaire public: M. Prieur ayant répondu que sa lettre d'avis ne portait que $10,000. "

2° Une traite de $4,000, tirée par le trésor le 19 mars, sur le même fonctionnaire, à l'ordre de S. B. Marshall, a été protestée le 6 mai par Lucien Hermann: M. Prieur ayant répondu que sa lettre d'avis ne portait que $2,048 25.

3° Une traite de $999 28, tirée par Amos Kendall le 23 mai sur Wm. McQueen, maître des postes à la Nouvelle-Orléans, à l'ordre de Beal & Richmond, protestée le 22 j in par Jules Mosny, notaire public.

4° Une traite de $18, 10, tirée par le trésor le 20 mai sur le receveur des deniers publics à Cincinnati, à l'ordre de Wm. Hunter et protestée le 4 juin. [*Cincinnati Republican du 6 juin.*]

5° Une traite de $10, tirée par le trésor sur le receveur des terres publiques à Cincinnati, à l'ordre de Thomas Henderson, également protestée. (*Cincinnati Gazette du 27 juin.*)

En présence de ces faits, le *Courrier* peut bien affirmer que le gouvernement n'est point en faillite; que l'ordre le plus parfait règne dans l'administration des finances, et que les fonctionnaires comptables ont la plus grande confiance en l'administration qu'ils laissent protester. Permis à lui: il donne là une nouvelle preuve de sa supériorité en fait de raisonnement.

PUBLICITÉ DES LOCO-FOCOS.

Les loco-focos crient bien haut contre les whigs parceque ceux-ci font les électeurs en achetant des terres publiques: "c'est, disent-ils, une flagrante illégalité, c'est inconstitutionnel." Eh! bien voyez vous ce que font ces hommes qui accusent avec tant d'aprété leurs adversaires; ils ne se contentent pas d'être illégaux, d'être inconstitutionnels: ils vont plus loin; Ils envoient aux polls des hommes qui, pour tout droit électoral, présentent des certificats de 1838; le juge, fidèle à son devoir, refuse naturellement les certificats qui sont sans valeur. Ainsi repoussés, ces électeurs de nouvelle espèce demandent au receveur du prix des terres publiques un certificat qui prouve qu'ils ont été acquéreurs sérieux en 1838. Par bonheur ce nouveau subterfuge n'a pas eu plus de succès que le premier devant l'impartialité du juge, qui a exigé, comme c'était son devoir de le faire, la production du certificat original. Les électeurs apocryphes se sont retirés, furieux de voir ainsi déjouer une ruse sur laquelle ils avaient compté.

(POUR L'ABEILLE.)

AU COURRIER.

Nous n'avons qu'une courte réponse à faire au *Courrier*, et elle sera non moins explicite que toutes nos autres réponses.

Nous n'avons jamais envoyé aucun article au Courrier, et nous n'avons jamais autorisé personne à en présenter aucun sous notre couvert.ure. Nous n'avons pas eu la moindre communication avec le Courrier depuis plus d'un an, ni de bouche ni par lettres.

Libre à lui de nous attribuer certains *brins-d'herbe* qui sont vends revendit son aride fumier, nous les désavouons formellement.

Nous avons répondu au Courrier *seulement* parceque nous avons décliné et nous déclinerons toujours d'ignobles personnalités. Nous ne sommes ni charretier, ni spadassin et nous méprisons souverainement et les brutalités et les provocations. Notre arme à nous est une plume; elle est consacrée à la propagation des vrais principes de la démocratie et elle ne faillira jamais à leur défense.

La presse de l'opposition, soutenue par tous les hommes de cœur et d'intelligence, [illegible] poursuivra sa carrière

"En versant des torrens de lumière,
"Sur ses obscurs blasphémateurs.

X.

Les Loco-focos de Rapides et des paroisses voisines ont cité des électeurs à faire des torres publiques. Le *Republicon* de la Rivière Rouge, feuille loco-foca, trouve cela fort bien; les loco-focos de notre ville prétendent que cela est fort mal: Qui des deux a raison?

A bord du steamer *Mazeppa*, dans son dernier voyage sur le lac, on a tenté une épreuve électorale. Sur soixante passagers, 47 se sont prononcés pour HARRISON et 13 pour VAN BUREN.

INTERIEUR.

Extrait d'une lettre d'un négociant de cette ville, datée Louisville, 30 juin 1840.

" Plusieurs de nos visiteurs négociants sont absents dans ce moment et ne seront de retour qu'après le 4 juillet. On met les affaires de côté pour une grande célébration militaire qui aura lieu ce jour-là. Toutes les compagnies de l'Ohio et du Kentucky et de l'Indiana, s'assemblent et campent à Cincinnati où elles doivent être incorporées par notre futur Président. Les milices de Louisville sont toutes en uniforme, et environ aujourd'hui ainsi que la moitié de la population. On bâtit des log-cabins partout; des assemblées ont lieu tous les soirs et les esprits sont encore plus excités que chez nous. Enfin, entrez dans un magasin, dans un hôtel, chez un barbier, vous n'entendez qu'élections et politique. Les sept huitièmes sont pour Old Tip."

TENNESSEE—Le Tennessee rivalise d'enthousiasme avec l'Ohio et l'Indiana; le peuple se lève et s'anime à la voix de ses orateurs; des assemblées s'y tiennent chaque jour et chaque jour la bonne cause y fait des progrès. On ne saurait douter que cet Etat ne donne à HARRISON et à TYLER une respectable majorité.

FARINE.—C'est une erreur de croire que la farine des Etats-Unis paie pour entrer en Angleterre moitié de droits si elle passe par le Canada que si elle est expédiée directement. Il n'y a que la farine faite au Canada avec du froment des Etats-Unis et chargée dans ce pays pour l'Angleterre, qui soit admise au même tarif que celle des grains du Canada.

STEAMERS TRANSATLANTIQUES.

Le steamer *British Queen* partira de Londres les 1er juillet, 1er septembre, et 1er novembre, et de New York et en retour, les 1er août, 1er. octobre, 1er décembre.

Le steamer *neuf Président*, partira de Liverpool les 1er août, 1er octobre et 1er décembre, et de New York les 1er. septembre, 2 novembre, et 1er janvier 1841.

Les jours de départ du *Great Western* sont toujours fixés comme suit:

De Bristol. — *De New York.*
25 juillet ..... 18 août,
12 septembre ..... 16 octobre,
7 novembre ..... 8 décembre.

EXTERIEUR.

HAVANE—Le 25 juin, est arrivé dans ce port, sous la protection de la corvette anglaise Pluton, le brick américain Alexandre de Boston, ayant un chargement de mélasses et de bois de Guyane. A'[illegible] [illegible] Key Guinco le susdit brick abandonné et n'ayant plus à bord que un cargaison. En reconnaissant la Key, il a aperçu un chien près du feu et une noire renfrogné de la pomphre qui lui ont donné quelques renseignements sur le Montevideo. Ce brick allait de Nuegnomens sur le Montevideo. Il y avait dans l'année des jours de gêne qui lui rappelaient sa vie d'étudiant: il [illegible] [illegible] qui habitait autrefois la mansarde de la rue des Poitevins. Sa destinée était tracée à l'avance. Il n'était qu'un simple commis, et il était le premier commis de la compagnie [illegible] de la rue Poitevins. Sa destinée était tracée à l'avance. Il n'était qu'un simple commis, et il était le premier commis de la compagnie [illegible] de la rue des